

Discours de Mikhaïl Gorbatchev sur la politique extérieure de l'URSS (Moscou, 9 décembre 1989)

Légende: Le 9 décembre 1989, lors d'une réunion du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS), Mikhaïl Gorbatchev, Premier secrétaire du Parti communiste soviétique, détaille les effets de la pérestroïka sur la politique étrangère de l'URSS et se félicite de l'amélioration des relations avec l'Occident.

Source: Documents d'actualité internationale. dir. de publ. Ministère des Affaires étrangères. 01.02.1990, n° 3. Paris: La Documentation française. "Discours de Mikhaïl Gorbatchev sur la politique extérieure de l'URSS, au Comité central du PCUS (Moscou, 9 décembre 1989)", p. 47-50.

Copyright: (c) Ministère des Affaires étrangères de la République Française

URL:

http://www.cvce.eu/obj/discours_de_mikhail_gorbatchev_sur_la_politique_exterieure_de_l_urss_moscou_9_decembre_1989-fr-6c617cd5-157f-4b2b-b82b-6e2398e7db4e.html

Date de dernière mise à jour: 03/07/2015

Discours de M. Gorbatchev sur la politique extérieure de l'URSS, au Comité central du PCUS (Moscou, 9 décembre 1989)

Camarades, la mise en œuvre de la stratégie de la Pérestroïka ne fait pas qu'exercer une influence révolutionnaire sur tous les domaines de la vie de la société soviétique, elle se répercute aussi sur d'autres pays socialistes, sur l'évolution de la situation internationale. En même temps, la pérestroïka elle-même subit l'influence du monde extérieur et a besoin d'un environnement international favorable.

Partant de ce fait, j'estime nécessaire d'informer le Comité central des derniers développements internationaux qui touchent directement nos intérêts.

Cette année a été marquée par d'importants changements en Europe de l'Est. Il faut dire très franchement que les processus qui s'y développent sont impétueux. Quant au sens de ces transformations, la démocratisation et le renouveau du socialisme en sont le trait le plus caractéristique. Ces processus se déroulent difficilement, ce n'est un secret pour personne. Ils sont venus corroborer la vérité que nous avons maintes fois évoquée ces dernières années : quand on prend du retard sur les changements imminents, on doit inévitablement en payer les frais.

Ce qui se produit dans les pays socialistes est le résultat logique d'une certaine étape de développement qui a conduit les peuples de ces pays à comprendre la nécessité de changements. C'est le résultat du développement intérieur, du choix des peuples eux-mêmes.

Pour spécifiques que soient les profonds changements qui se produisent dans les pays socialistes, on ne peut pas ignorer qu'ils suivent la même voie que notre pérestroïka, bien que nous n'ayons nullement provoqué ces processus.

Une situation inhabituelle s'est créée dans certains pays socialistes. En Pologne et en Hongrie, les partis frères ont cessé d'être des partis dirigeants. Nos amis de la RDA et de la Tchécoslovaquie ont perdu une bonne partie de leurs positions. De nouvelles forces politiques se sont manifestées. Certaines sont acquises à l'idée socialiste, d'autres cherchent de nouvelles voies d'évolution pour la société.

La nouvelle situation exige de nos amis des actes résolus et bien pesés afin de rétablir leur influence et leurs positions dans la société ; ils doivent donc élaborer une nouvelle stratégie et une nouvelle tactique. Consolider toutes les forces qui se rangent sur les positions du socialisme, de la démocratie et du progrès est une tâche de première importance.

Nos amis le comprennent et déploient leurs activités compte tenu de la situation, même s'ils doivent apprendre "sur le tas" à organiser le travail politique dans les nouvelles conditions d'un pluralisme de fait.

La situation exige aussi de nous d'élaborer une démarche claire et nette concernant les processus qui s'y opèrent ainsi que nos contacts avec les nouvelles forces politiques, les partis et les organisations.

Notre démarche de principe peut être formulée comme suit. Nous nous félicitons des changements positifs, sommes parfaitement conscients des difficultés d'ordre intérieur et international qui les accompagnent.

L'Union soviétique fonde ses relations avec les pays de l'Europe de l'Est - avec ceux qui procèdent depuis longtemps à des transformations, ceux qui viennent seulement de s'engager dans cette voie et même ceux qui ne l'ont pas encore fait - sur des principes identiques : respect de la souveraineté et de la non-ingérence, reconnaissance du libre choix. Nous partons du fait que chaque peuple est en droit de définir lui-même son destin, y compris de choisir son régime, les voies, les cadences et les méthodes de son évolution.

Nous n'avons pas modifié notre attitude de principe envers les pays socialistes d'Europe : ils sont nos alliés, mais aussi nos amis, nos voisins.

Nous cherchons par tous les moyens à contribuer au progrès et à la stabilité dans ces pays, en Europe de l'Est

et sur l'ensemble du continent, à préserver l'inviolabilité des frontières d'après-guerre de tous les pays situés en Europe. C'est à cette fin qu'œuvre activement notre diplomatie, de concert avec tous les pays européens sans exception et les États-Unis.

Nous voyons bien sûr, qu'en dépit de la déclaration sur la non-ingérence, certains pays occidentaux ne peuvent pas résister à la tentation d'influencer les processus en cours dans les pays socialistes. Nous faisons tout notre possible pour ne pas admettre d'ingérence étrangère, pour neutraliser les tentatives d'ingérence, à l'égard de la RDA notamment.

Nous soulignons avec la plus grande fermeté que nous n'abandonnerons pas la RDA, alliée stratégique et membre du Traité de Varsovie. Il faut partir des réalités issues de la guerre : l'existence des deux États allemands, membres de l'ONU. L'oubli de ces réalités menace de déstabiliser l'Europe.

Cela ne signifie pas, certes, que les rapports sont immuables entre la RDA et la RFA. La coopération pacifique entre ces deux États peut et doit se développer. Quant à l'avenir, il sera déterminé par le cours de l'histoire, dans le cadre du développement du processus européen.

En ce qui nous concerne, nous poursuivons la politique active de maintien des relations d'alliés. Au cours de la rencontre qui vient de se tenir à Moscou, nous avons informé en détails les dirigeants des pays-membres du Traité de Varsovie de nos entretiens avec le président des États-Unis, de notre opinion sur la conjoncture internationale.

Cette rencontre a confirmé une position commune sur la nécessité de perfectionner les activités du Traité de Varsovie. Ainsi, notre alliance passe par une période d'épreuves, de rénovation, mais sa valeur reste toujours d'actualité pour tous ses membres, car notre intérêt commun est de garantir la stabilité et la paix en Europe.

La récente visite à Moscou du chef du nouveau gouvernement polonais l'a confirmé de façon suffisamment convaincante. Les entretiens ont non seulement permis à la partie polonaise de déclarer qu'elle était intéressée à développer ses relations avec l'Union soviétique, mais d'exprimer aussi son attachement à ses engagements d'allié.

Il va de soi que nous devons faire de grands efforts pour perfectionner les formes de coopération politique et économique dans le cadre des organisations collectives, pour la porter à un niveau qualitativement nouveau. Cela concerne surtout les activités du CAEM, qui nécessite de modifier radicalement le mécanisme de coopération pour l'engager dans une voie économique saine, sans quoi il sera impossible d'accomplir une des principales tâches à l'ordre du jour : intégrer peu à peu l'économie de nos pays aux structures européennes et mondiales.

Quelques mots sur les principaux contacts que nous avons eus ces derniers temps, avec les pays du monde capitaliste.

Les pays d'Europe occidentale viennent manifestement au premier rang. Les rencontres avec les dirigeants de la Grande-Bretagne, de la RFA, de la France et d'autres pays sont devenues plus systématiques, plus fructueuses aussi du point de vue de leurs résultats politiques.

Par exemple, il aurait pu sembler difficile d'escompter un meilleur rendement de nos relations, traditionnellement amicales, avec la Finlande. Toutefois, notre visite dans ce pays et nos entretiens avec le président Mauno Koivisto ont permis d'élever réellement le degré de la confiance politique et d'élargir le cadre de notre coopération économique, ce qui revêt une importance particulière pour nos régions voisines de la Finlande - la Carélie, les Républiques baltes et le Nord en général.

Le bilan des négociations avec les dirigeants de l'Italie a été lui aussi important. Dans le passé, ce pays a joué plus d'une fois un rôle de pionnier dans la recherche de nouvelles formes de coopération avec nous. Cette fois-ci également, les accords et les contrats signés - je citerai notamment l'accord avec Fiat portant sur la construction d'une nouvelle usine automobile - doivent déboucher sur des résultats positifs pour

l'économie nationale soviétique, pour l'approvisionnement satisfaisant de notre marché.

Les déclarations politiques adoptées avec les Finlandais et les Italiens constituent un nouvel élément de la base philosophique et conceptuelle de la coopération Est-Ouest.

La rencontre au Vatican avec le Pape revêt une importance fondamentale. Si la politique du Vatican, qui participe de plein droit au processus européen, avance dans le sens d'une humanisation et d'une démocratisation des relations interétatiques, cela aidera aussi à résoudre les problèmes mondiaux.

L'accord visant à conférer un caractère plus officiel à nos relations avec le Vatican peut jouer un rôle utile.

Enfin, il convient de mettre en relief la rencontre de travail de Kiev avec le président de la République française, François Mitterrand. Naturellement, le président était intéressé par les résultats de la rencontre de Malte. Mais son principal souci - et ce fut le thème central de notre conversation - résidait dans le rapide changement de la situation en Europe. Le président estime qu'il faut à l'heure actuelle faire preuve d'un maximum de prudence et de pondération, et que les principes d'Helsinki - et en premier lieu le respect des réalités existantes et l'inviolabilité des frontières - doivent constituer la base du développement des processus en Europe. Comme on le voit, les idées qu'il a exprimées sont tout à fait proches des nôtres. Et nous avons confirmé cela, remarque qu'à partir de la position exposée par le président s'établissait entre nous une nouvelle compréhension, apparaissait une base efficace de coopération.

En ce qui concerne nos relations avec l'Europe Occidentale en général, les événements de cette année nous permettent de distinguer trois points principaux.

Le premier est le changement indiscutable d'attitude des Européens de l'Ouest envers notre pays, envers la pérestroïka. Naturellement, le doute persiste encore en Europe aujourd'hui sur la façon dont va s'opérer notre développement intérieur. Mais dans l'ensemble les Européens reconnaissent ceci : la pérestroïka constitue une réalité perceptible qui non seulement change notre pays, mais exerce aussi une influence sur tout le reste du monde.

On commence peu à peu à mieux comprendre également une autre chose : nous réalisons notre pérestroïka selon nos propres principes socialistes. En perfectionnant notre société, en enrichissant notre instrument économique et social de méthodes et de formes nouvelles, nous ne renonçons pas à nos valeurs, mais au contraire, voulons leur conférer un contenu humaniste et démocratique réel.

En son temps, après la révolution d'Octobre, notre pays a connu, comme vous le savez, une période de reconnaissances diplomatiques. Actuellement nous sommes dans la période de reconnaissance de la pérestroïka en tant que facteur de portée universelle. Ceci crée un nouveau climat dans nos relations avec l'Occident dans son ensemble et, avant tout, l'Europe de l'Ouest.

Deuxième point important, étroitement lié au premier : les pays d'Europe de l'Ouest ont opté, concrètement, pour l'intensification de leur coopération économique avec nous. Les milieux d'affaires ouest-européens ont commencé à comprendre que la pérestroïka crée un nouveau marché pour eux ; la compétition a commencé pour les places à prendre sur ce marché. D'où la signature, avec un nombre sans cesse croissant de sociétés ouest-européennes, de gros contrats qui constituent une nouveauté non seulement par leur volume mais aussi, à bien des égards, par leur teneur nouvelle, prévoyant une coopération et même une sorte d'intégration avec notre économie.

Troisième point important, enfin, en ce qui concerne nos relations avec l'Europe de l'Ouest : le rapprochement des positions de notre pays avec les pays ouest-européens sur les grands dossiers internationaux se fait de plus en plus sentir. Je pense aux nombreux aspects du désarmement, et en premier lieu aux négociations de Vienne sur les armements conventionnels en Europe, aux approches des conflits régionaux et aux moyens de résoudre les problèmes globaux qui surgissent en Europe même.

Tout ceci signifie que nos relations avec les pays d'Europe de l'Ouest acquièrent tant une forme qu'un

contenu nouveaux. On assiste à la mise en place d'une infrastructure de rapports plus développée, pouvant devenir une sorte de mécanisme européen de coopération.

Il s'agit en fait d'un progrès visible dans la voie de l'édification d'une maison européenne commune.

Les transformations qui s'opèrent tant à l'Est qu'à l'Ouest du continent, et le rythme croissant du développement des événements requièrent de plus en plus manifestement l'accélération et l'approfondissement du contenu du processus européen. C'est en partant de cette réalité que nous avons avancé l'idée d'organiser une nouvelle rencontre européenne dès 1990, et non pas en 1992 comme initialement prévu. Ce pourrait être une rencontre au sommet. La France et l'Italie ont appuyé notre initiative. Il semble qu'elle suscite également de l'intérêt auprès des autres participants au processus européen. Nous sommes convaincus que son organisation, la convocation d'un "Helsinki 2" stimulerait l'édification de la maison européenne commune en ce qui concerne tous ses principaux paramètres.

Parallèlement au développement de nos relations avec l'Europe, la normalisation et l'amélioration des relations entre l'URSS et les États-Unis revêtent une importance multiforme, une importance vraiment mondiale. Car c'est un fait que l'URSS et les États-Unis sont les deux pays les plus grands et les plus puissants dans le monde actuel. Cela ne leur confère pas de droits spéciaux, mais définit leurs responsabilités particulières pour la préservation et le renforcement de la paix.

Il est tout aussi évident que l'interaction politique de l'URSS et des États-Unis sur les principes du nouveau mode de pensée est capable d'influencer puissamment le développement de la situation mondiale sur un plan positif.

Nous en avons tenu pleinement compte en acceptant la rencontre de travail de Malte, proposée par le Président américain George Bush.

Nos camarades connaissent le contenu de notre conférence de presse commune avec George Bush. L'essentiel de nos discussions y a été rapporté mais, c'est compréhensible, sans trop de détails. Néanmoins, il convient, assurément, de dresser une sorte de bilan de cette rencontre.

Il est évident que nous souhaitons que la rencontre avec le président américain donne des résultats palpables et utiles. Dès les premiers instants, George Bush a lui aussi montré qu'il visait ce même objectif. Il a engagé la conversation en évoquant l'amélioration des relations bilatérales avec l'Union soviétique. Dans ce cadre, il a parlé de sa décision de prendre prochainement les mesures nécessaires pour lever les limitations freinant le commerce et les liens économiques entre les deux pays. Concrètement, George Bush entend accorder à l'URSS la clause de la nation la plus favorisée, donner aux instituts financiers des États-Unis la possibilité de créditer les exportations et d'accorder des crédits, conclure un accord sur la garantie des investissements américains en Union soviétique. Ces démarches de l'administration, ainsi que certaines autres, donnent aux milieux d'affaires américains le signal pour une percée plus hardie sur le marché soviétique, ce qui est conforme à leur état d'esprit.

Il est important également que la direction américaine soit en train de modifier son approche de la participation de l'Union soviétique aux organisations économiques et financières internationales. Dans l'ensemble, on a l'impression que Washington a décidé de mettre fin à la "guerre économique" contre nous.

Pour qualifier globalement les résultats de la discussion assez intense que nous avons eue sur les questions militaires et politiques, on peut dire avec une certaine assurance que 1990 promet d'être l'une des périodes les plus fructueuses du point de vue de la conclusion d'accords dans ce domaine. Concrètement, nous sommes convenus avec le président de signer l'année prochaine :

- Un accord soviéto-américain sur une réduction de 50 % des armements stratégiques offensifs ;
- Un accord multilatéral sur la réduction des forces armées et des armements conventionnels en Europe qui sera signé, comme nous l'avons proposé, au sommet ;

- Un accord bilatéral soviéto-américain sur une réduction radicale des arsenaux d'armes chimiques dans le cadre des efforts visant à l'interdiction complète des armes chimiques et la liquidation de leurs stocks ;
- Des protocoles annexes aux traités de 1974 et de 1976 sur la limitation des essais souterrains d'armes nucléaires et des explosions nucléaires à des fins pacifiques.

En outre, des négociations seront engagées en 1990, comme nous l'espérons, sur les nouveaux domaines de limitation des armements, de renforcement de la sécurité et la stabilité. Nous nous sommes mis d'accord avec le président George Bush sur le fait que les deux parties participeront activement aux négociations multilatérales sur "le ciel ouvert" ainsi que sur notre conception d'une plus large ouverture embrassant non seulement le ciel, mais le sol, les mers, les océans et l'espace.

Nous avons proposé d'engager sans tarder des négociations sur les forces navales de l'URSS et des USA, ainsi que sur la liquidation complète des armes nucléaires tactiques des forces navales. L'Union soviétique attache une grande importance à ce problème, car dans le cadre du progrès en matière de réduction des armements nous ne pouvons pas nous résigner à voir menacée notre sécurité, ou la sécurité de nos alliés du côté des mers et des océans.

J'ai déjà exposé en public notre appréciation des entretiens que nous avons eus sur le thème de l'Europe. Je voudrais seulement souligner qu'avec le président américain nous sommes parvenus à un niveau prometteur de compréhension mutuelle quant à la nécessité d'une politique pondérée et prudente dans les conditions des profonds processus qui se produisent en Europe de l'Est et de l'Ouest. Ceci vaut également pour la question allemande. A mon avis, il est aussi important que nous percevions tous ces problèmes en premier lieu dans le contexte du processus européen.

Nos entretiens sur les conflits régionaux ont notamment porté sur l'Afghanistan, l'Amérique centrale, le Proche-Orient et le Liban. Somme toute, je voudrais souligner que les entretiens sur ces sujets brûlants ont été cette fois-ci plus constructifs et plus concrets. Les deux parties se sont montrées prêtes à tenir compte de leurs intérêts mutuels. L'une et l'autre se sont montrées plus disposées à comprendre les arguments de chacun. En général, les négociations à ce sujet ont mis en évidence une approche sans parti-pris envers les jugements, les informations et les positions du partenaire.

Bien entendu, des divergences non négligeables demeurent, mais l'important est qu'une autre approche, plus constructive et avisée, ait vu le jour. Ainsi, des perspectives plus optimistes d'un règlement pacifique se dessinent-elles devant nous.

Dans l'ensemble, nous avons eu avec le président Bush un entretien d'une grande importance. Nous y voyons l'amorce d'une nouvelle étape des relations soviéto-américaines. Je répète, les changements qui se produisent sont importants et revêtent une grande signification. Nous sommes déjà passés de la confrontation à une meilleure compréhension mutuelle. Maintenant nous abordons un niveau plus élevé de compréhension mutuelle et de coopération même. Si les dirigeants américains continuent à faire preuve d'un grand sens des responsabilités, nous pourrions passer à un partenariat.

Dernier point enfin. Qu'est-ce que le travail accompli dans l'arène internationale a apporté à la cause de la paix, à notre pays, à la pérestroïka ?

En premier lieu, elle a encore plus éloigné la menace de guerre et permis de consolider les bases de la sécurité internationale. Cela signifie que nos espoirs de voir préservées et renforcées les conditions extérieures favorables à notre édification deviennent de plus en plus réels.

Cela nous donne la possibilité de procéder aux réductions projetées des dépenses militaires et des effectifs, de lancer, sur une large échelle, la reconversion militaire. Ce faisant, nous ne pouvons pas, naturellement, ignorer que des milieux influents en Occident n'ont toujours pas renoncé à la politique de la force, qu'ils cherchent toujours à s'assurer des avantages unilatéraux. Aujourd'hui comme demain, une suffisance

raisonnable suppose la garantie inconditionnelle de la défense des intérêts vitaux de notre patrie. C'est de ce fait que nous partons.

Je veux le dire parce que, d'une part, nous cherchons, à la suite des processus de désarmement, à affaiblir la course aux armements, dans laquelle nous nous sommes trouvés entraînés avec l'Amérique et les autres pays. De ce fait, je ne sais pas si je l'ai dit au plénum du CC, mais l'accroissement du revenu national pour le présent quinquennat était prévu dans les limites de 22 %, alors que les crédits militaires - pour plus de 40 %.

C'est-à-dire que l'accroissement du revenu aurait été englouti, pour une large part, dans la course aux armements. Nous voyons les répercussions que cela a déjà eu sur notre économie, les déformations qui en ont découlé. Il faut se débarrasser de ces excès. Dans le même temps, il faut assurer la sécurité du pays. Cela ne se discute pas. Nous devons donc avoir une armée moderne, équipée d'armes modernes, capable de garantir cette sécurité.

Lorsque le processus de désarmement commençait, certains ont fait des propositions, pour ainsi dire, hardies, allant jusqu'à proposer la liquidation de l'armée, de tout le secteur militaire. Cette idée n'est pas sérieuse, et on pourrait ne pas s'en préoccuper, si d'aucuns ne cherchaient à faire partager cet avis par l'opinion publique, à provoquer le mécontentement envers l'armée, envers ceux qui garantissent la défense. Je pense que nous devons couper court à ces excès, en engageant notre travail dans le domaine de la sécurité dans une voie normale et naturelle il faut exclure des excès. Tout en garantissant la sécurité du pays.

La normalisation et l'amélioration des relations avec l'Occident nous permettent d'élargir et d'approfondir davantage la coopération économique avec les pays capitalistes. Nous débouchons de plus en plus largement sur de nouvelles formes de rapports, qui incluent, comme je l'ai déjà dit, les mécanismes de coopération. Nous arrivons, dans certains cas, à des liens ayant un caractère d'intégration. Ceci enrichit, sans aucun doute, considérablement nos possibilités. Mais il faut, bien sûr, se rendre compte que nous ne pourrions les utiliser que si nous augmentons sensiblement notre propre énergie, notre responsabilité et notre activité, si nous passons à de nouvelles formes de coopération. Au cours des derniers sommets, notamment en Grande-Bretagne, en France, en Finlande et en Italie, nous sommes convenus qu'en concluant de nouveaux accords et en signant de nouveaux contrats, nous mettrons en place parallèlement des mécanismes fiables de contrôle de leur réalisation. De notre côté, ces mécanismes doivent fonctionner irréprochablement.

On peut dire en général que nos initiatives dans l'arène internationale ont rendu à l'URSS et à sa politique extérieure la reconnaissance de toute la planète. Elles sont de nouveau perçues comme un facteur de paix, de sécurité et de liberté des peuples. Les approches réalistes des problèmes existants et la prise en compte des intérêts de tous les membres de la communauté mondiale garantissent à ces initiatives une haute efficacité. Tout ceci contribue à la réalisation de la restructuration et crée une base internationale indispensable à son avancement.

(Source : Bureau soviétique d'information)